

L'aide au développement en chute libre : les pays riches trahissent leurs promesses, dénonce Oxfam France - Agir ici

Les pays riches trahissent leurs promesses d'augmenter l'aide au développement en faveur des pays les plus pauvres, dénonce Oxfam France - Agir ici. En effet, les statistiques de l'aide au développement pour 2006, publiées aujourd'hui par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), montrent que l'aide fournie par les 22 pays les plus riches a baissé de 5,1% par rapport à 2005, et ce pour la première fois depuis 1996.

Les chiffres publiés aujourd'hui par la Commission d'Assistance au Développement (CAD) de l'OCDE montrent que l'aide totale est passée de 106,8 milliards de dollars américains en 2005 à 103,9 milliards de dollars américains en 2006, soit l'équivalent d'à peine un dixième des dépenses militaires dans le monde.

De plus, comme en 2005, les chiffres de 2006 sont massivement gonflés par les annulations de dettes du Nigeria et de l'Irak, qui représentent à elles seules près du quart de l'aide française. Si l'annulation de la dette est vitale pour le développement des pays pauvres, la comptabilisation des annulations de dettes irakienne et nigérienne dans l'aide publique au développement est plus que discutable - les prêts accordés à ces pays n'ont pas tous servi leur développement, loin de là ! Oxfam France - Agir ici a calculé que l'aide des 22 pays les plus riches a été artificiellement gonflée de près de 13 milliards de dollars américains.

Les annulations de dettes, les frais de scolarité des étudiants étrangers et les dépenses pour les réfugiés en France représentent 52% de l'aide française. Ces montants, qui ne profitent pas aux populations des pays en développement, peuvent donc être considérés comme de l'aide « factice ».

L'aide française a pourtant un impact réel sur les conditions de vie dans les pays pauvres. Dans le cas du Niger, l'aide française a permis, depuis 2000, de doubler le nombre d'enfants ayant désormais accès à l'école élémentaire et d'augmenter les nombres d'instituteurs de 57 %.

En 2005, les pays du G8 promettaient une augmentation annuelle de l'aide de 50 milliards de dollars américains d'ici à 2010. Bien qu'insuffisante pour enrayer la pauvreté dans le monde, une telle somme pourrait financer l'accès universel à l'éducation, sauver la vie de 500 000 femmes qui meurent chaque année durant leur grossesse ou des suites d'un accouchement, et contribuer à former les 6 millions d'enseignants et professionnels de la santé dont le monde a besoin de manière urgente.

Ces chiffres sont profondément dérangeants pour les pays du G8, en particulier pour l'Allemagne qui accueille dans deux mois leur sommet annuel. Le G8 doit prouver que ses engagements ne se limitent pas à de belles paroles et adopter un agenda démontrant clairement quand et comment seront effectuées les augmentations de l'aide. Par ailleurs, cette aide devra être prévisible et disponible sur le long terme afin de servir à développer des services publics de qualité, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Si les pays du G8 n'entreprennent aucune action forte et immédiate, les montants de l'aide, sans les annulations de dette du Nigeria et de l'Irak l'année prochaine, vont dramatiquement chuter.

Contact presse :
Aldine FURIO / +33 1 56 98 24 46 / afurio@oxfamfrance.org